

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

- OCTOBRE 2023 -

La situation des charges et ressources du Trésor (SCRT) est le document statistique qui présente, au nom du Ministère de l'Economie et des Finances, les résultats de l'exécution des prévisions de la loi de finances avec une comparaison par rapport aux réalisations de la même période de l'année précédente. Pour rappel, alors que la situation produite par la TGR a un caractère fondamentalement comptable, la SCRT appréhende, comme le préconisent les normes internationales en matière de statistiques des finances publiques, les transactions économiques réalisées au cours d'une période budgétaire en décrivant, en termes de flux, les recettes ordinaires, les dépenses ordinaires, les dépenses d'investissement, le déficit budgétaire, le besoin de financement et les financements mobilisés pour la couverture de ce besoin.

L'exécution de la loi de finances (LF) au cours des dix premiers mois de l'année 2023 se déroule dans un contexte marqué par le ralentissement de l'inflation, qui demeure toutefois à des niveaux élevés et ce, malgré le reflux des cours des matières premières et l'orientation restrictive de la politique monétaire. En dépit de ce contexte, l'activité économique s'est relativement améliorée, sous l'effet notamment d'une augmentation de la valeur ajoutée agricole et de l'évolution favorable des activités tertiaires.

La situation des charges et ressources du Trésor à fin octobre 2023 fait ressortir un déficit budgétaire de près de 37,3 MM.DH, contre -30,4 MM.DH un an auparavant. Cette évolution recouvre une augmentation des dépenses globales (+12 MM.DH) plus importante que celle des recettes (+5,1 MM.DH).

RECETTES

Comportement favorable des recettes fiscales...

Les recettes ont enregistré, sur une base nette des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, un taux de réalisation de 81,2% par rapport aux prévisions de la LF. Comparativement à fin octobre 2022, ces recettes ont affiché une hausse de 5,1 MM.DH ou 2%.

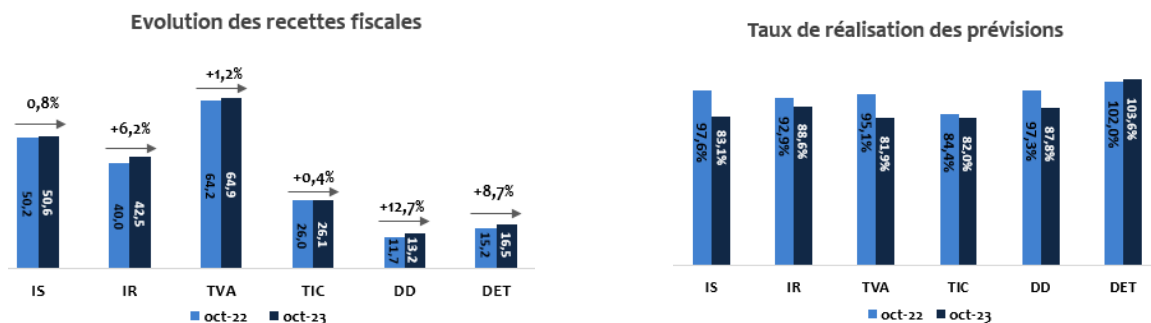
Les recettes fiscales ont affiché un taux de réalisation de 84,9%. Par rapport à fin octobre 2022, leur progression s'est élevée à 7,3 MM.DH ou 3,5%. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, y compris la part supportée par les collectivités territoriales, se sont situés à 13,6 MM.DH, soit quasiment le même niveau enregistré un an auparavant.

Par nature d'impôt et de taxe, les principales évolutions ayant caractérisé les recettes fiscales à fin octobre 2023, par rapport aussi bien aux prévisions de la LF 2023 qu'aux réalisations de la même période de l'année 2022, se présentent comme suit :

- L'IS a enregistré un taux de réalisation de 83,1% et une légère augmentation de 415 M.DH (+0,8%). Cette évolution recouvre, d'un côté, une amélioration des recettes issues du contrôle fiscal (+915 M.DH) et de l'IS sur les produits de placements à revenu fixe (+696 M.DH) et, de l'autre, une diminution du complément de régularisation (-1,1 MM.DH) et des recettes au titre des trois premiers acomptes (-232 M.DH) ;
- L'IR a affiché un taux de réalisation de 88,6% et une hausse de 2,5 MM.DH (+6,2%), reflétant, principalement, l'amélioration des recettes générées par l'IR sur salaires (+1,8 MM.DH) et l'IR sur les particuliers (+679 M.DH) ;
- Le taux de réalisation de la TVA à l'intérieur s'est situé à 85,4%. Les recettes à ce

titre ont progressé de 3,1 MM.DH (+16,7%), reflétant notamment le redressement des dépenses de consommation des ménages. Cette évolution recouvre une hausse des recettes brutes de près de 2,5 MM.DH, conjuguée à une baisse des remboursements de 559 M.DH ;

- La TVA à l'importation, quant à elle, a affiché un taux de réalisation de 80,3% et une baisse de 2,3 MM.DH (-5,0%) et ce, en relation notamment avec les mesures prises en faveur du secteur agricole ;
- Les taxes intérieures de consommation ont enregistré un taux de réalisation de 82% et une quasi-stagnation (+94 M.DH ou +0,4%), recouvrant, d'une part, une hausse des TIC sur les tabacs (+345 M.DH) et celles sur les autres produits (+93 M.DH) et, de l'autre, un repli des TIC appliquées sur les produits énergétiques (-344 M.DH) ;
- Les droits de douane ont été réalisés à hauteur de 87,8% et ont marqué une hausse de 1,5 MM.DH (+12,7%) ;
- Le taux de réalisation des recettes au titre des droits d'enregistrement et de timbre s'est établi à 103,6%. Ces recettes ont progressé de 1,3 MM.DH (+8,7%), dont près de 1 MM.DH est attribué aux droits d'enregistrement.



Les recettes non fiscales, pour leur part, se sont établies à près de 34 MM.DH et recourent notamment :

- 12,1 MM.DH au titre des recettes en provenance des établissements et entreprises publics, dont 7,4 MM.DH versés par l'OCP, 2,5 MM.DH par l'Agence nationale de la conservation foncière, du cadastre et de la cartographie, 791 M.DH par Bank Al-Maghrib et 360 M.DH par Maroc Télécom ;
- 11,9 MM.DH au titre des « financements innovants » ;
- 7,3 MM.DH au titre des « produits divers » des ministères ;
- 1,7 MM.DH au titre des fonds de concours.

DEPENSES

Exécution
maîtrisée des
dépenses
globales...

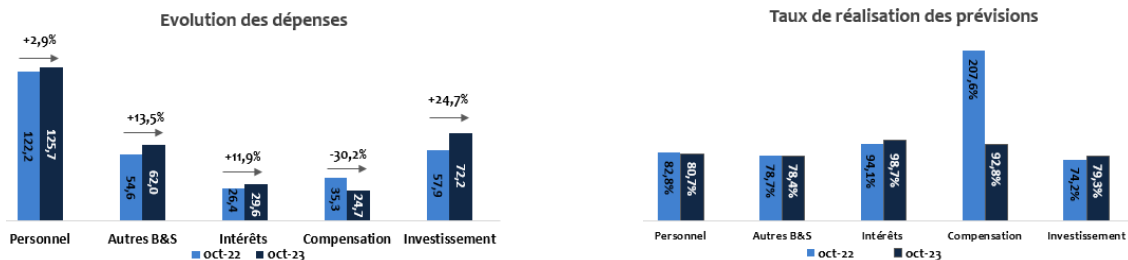
Les dépenses ordinaires se sont établies à près de 241,9 MM.DH, enregistrant un taux de réalisation de 83%. Par rapport à fin octobre 2022, ces dépenses ont progressé de près de 3,4 MM.DH, recouvrant, d'un côté, une hausse des dépenses au titre des biens et services (+10,9 MM.DH) et des intérêts de la dette (+3,1 MM.DH) et, de l'autre côté, une baisse des charges de la compensation (-10,7 MM.DH).

- L'exécution des dépenses de « biens et services » est marquée par des taux de réalisation de 80,7% des dépenses de personnel et de 78,4% des dépenses afférentes aux « autres biens et services ». Ces dépenses ont progressé de près de 3,5 MM.DH et 7,4 MM.DH, respectivement.
- Les intérêts de la dette ont affiché une augmentation de 3,1 MM.DH par rapport à la même période de l'année précédente, attribuable principalement aux charges en intérêts de la dette extérieure (+3,4 MM.DH) et ce, en relation avec la hausse de l'encours et des taux d'intérêt.
- Les charges de la compensation sont estimées à 24,7 MM.DH, enregistrant un

taux de réalisation de 92,8%. Ces charges recouvrent près de 14 MM.DH pour le gaz butane, près de 5 MM.DH pour le sucre, 3,5 MM.DH pour la farine nationale et 2 MM.DH au titre des subventions accordées aux professionnels du secteur du transport. La charge au titre du gaz butane a affiché un recul de 4,7 MM.DH par rapport à fin octobre 2022, en lien notamment avec la baisse des cours à l'international.

Ces évolutions des recettes et des dépenses ordinaires font ressortir un solde ordinaire positif de 12,1 MM.DH, contre 10,4 MM.DH à fin octobre 2022.

En ce qui concerne les dépenses d'investissement, les émissions à ce titre ont atteint 72,2 MM.DH, affichant un taux de réalisation de 79,3% et une progression de 14,3 MM.DH (+24,7%) comparativement à la même période de l'année 2022.



COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Un solde excédentaire des comptes spéciaux du Trésor ...

Les comptes spéciaux du Trésor ont dégagé un solde excédentaire de près de 22,8 MM.DH, contre 17 MM.DH à fin octobre 2022, dont un excédent de 13,9 MM.DH du Fonds spécial pour la gestion des effets du tremblement de terre.

Les ressources des comptes spéciaux du Trésor tiennent compte d'un montant de 6,9 MM.DH correspondant au produit de la Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et revenus, affecté au Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale, contre 6,6 MM.DH un an auparavant.

FINANCEMENT

Un besoin de financement couvert principalement par le recours au marché domestique ...

Compte tenu de ces évolutions et d'une réduction des opérations en instance de 10,2 MM.DH, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un besoin de financement de près de 47,5 MM.DH.

Ce besoin, augmenté des amortissements au titre de la dette pour un montant de 210,2 MM.DH, dont 201,9 MM.DH au titre de la dette intérieure, s'est traduit par un besoin de financement brut de 257,7 MM.DH. Le niveau observé des amortissements au titre de la dette intérieure reflète la concentration des émissions intervenues, à la fin de l'année 2022 et au début de 2023, sur les maturités à court terme, reflétant notamment la préférence des investisseurs pour ces maturités dans un contexte marqué par une anticipation de hausse des taux d'intérêt.

Les financements mobilisés se sont élevés à près de 287,3 MM.DH, dont 242,4 MM.DH sur le marché intérieur et près de 39,3 MM.DH au titre des tirages extérieurs y compris 25,8 MM.DH mobilisés sur le marché financier international.

L'excédent des ressources mobilisées constitue un matelas pour préparer la couverture des tombées importantes de la dette du Trésor issues des émissions à court terme susvisées.

La constitution de ce matelas s'inscrit dans le cadre de la gestion proactive de la dette, dont l'objectif est de réduire le risque de refinancement dans un contexte de volatilité des conditions de financement sur le marché intérieur. L'excédent de trésorerie fait l'objet d'opérations de placement dans le cadre de la gestion active de la trésorerie, afin d'optimiser le coût de financement des besoins du Trésor.

SITUATION PROVISOIRE DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR
(Recettes nettes et hors TVA des Collectivités territoriales)

En M.DH

	Oct	Loi de	Oct	Oct 2023 / Oct 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
I - RECETTES ORDINAIRES	248 979	312 721	254 054	2,0%	5 075	81,2%
RECETTES ORDINAIRES (hors Cession de participations de l'Etat)	248 979	307 721	254 054	2,0%	5 075	82,6%
Recettes fiscales	209 393	255 273	216 667	3,5%	7 275	84,9%
- Impôts directs	92 337	113 165	95 931	3,9%	3 594	84,8%
- Impôts indirects	90 152	111 143	91 029	1,0%	877	81,9%
- Droits de douane	11 698	15 019	13 181	12,7%	1 484	87,8%
- Enregistrement et timbre	15 206	15 947	16 526	8,7%	1 320	103,6%
Recettes non fiscales	36 561	54 148	34 037	-	-2 524	62,9%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 714	19 464	12 064	-	350	62,0%
- Autres recettes	24 846	29 684	21 973	-	-2 874	74,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 026	3 300	3 350	-	324	101,5%
- Fonds de soutien des prix	305	600	334	-	29	55,7%
- Fonds spécial routier	2 721	2 700	3 016	-	295	111,7%
II - DEPENSES GLOBALES y compris SEGMA et CST	279 425	378 396	291 378	4,3%	11 952	77,0%
DEPENSES ORDINAIRES	238 551	291 458	241 946	1,4%	3 395	83,0%
Biens et services	176 802	234 912	187 712	6,2%	10 910	79,9%
Personnel	122 179	155 794	125 691	2,9%	3 512	80,7%
Autres biens et services	54 623	79 117	62 021	13,5%	7 398	78,4%
Dette publique (1)	26 423	29 966	29 567	11,9%	3 145	98,7%
Intérieure	23 092	23 291	22 799	-1,3%	-293	97,9%
Extérieure	3 331	6 675	6 768	103,2%	3 438	101,4%
Compensation (2)	35 326	26 580	24 667	-30,2%	-10 659	92,8%
SOLDE ORDINAIRE	10 429	21 264	12 108	-	1 680	56,9%
INVESTISSEMENT	57 901	91 138	72 231	24,7%	14 330	79,3%
dont Fonds spécial routier	2 809	2 700	2 350			87,0%
SOLDE DES CST (3)	17 027	4 200	22 799	33,9%	5 772	542,8%
DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL	-30 446	-65 674	-37 323	-	-6 878	56,8%
VARIATION DES OPERATIONS EN INSTANCE	-718		-10 186		-9 468	
BESOIN/EXCEDENT DE FINANCEMENT	-31 164	-65 674	-47 509	52,4%	-16 345	72,3%
FINANCEMENT INTERIEUR	23 385	13 142	16 624		-6 761	126,5%
Endettement intérieur	16 282		44 223		27 941	
Autres opérations	7 103		-27 599		-34 702	
FINANCEMENT EXTERIEUR	7 780	52 532	30 886		23 106	58,8%
Tirages	15 578	60 000	39 261		23 683	65,4%
Amortissements	-7 798	-7 468	-8 375		-577	112,1%

(1) Les intérêts au titre de la dette intérieure sont présentés nets des recettes en atténuation des dépenses de la dette.

(2) Il s'agit des charges dues et non des paiements.

(3) Les dons CCG ont été reclassés parmi les recettes non fiscales.

DETAIL DES RECETTES ORDINAIRES

En M.DH

	Oct	Loi de	Oct	Oct 2023 / Oct 2022		Taux de
	2022	finances	2023	en %	en valeur	réalisation
		2023				en %
RECETTES FISCALES	209 393	255 273	216 667	3,5%	7 275	84,9%
Impôts directs	92 337	113 165	95 931	3,9%	3 594	84,8%
Taxe professionnelle	78	128	88	12,8%	10	68,7%
Impôt sur les sociétés (I.S)	50 229	60 914	50 644	0,8%	415	83,1%
Impôt sur le revenu (I.R)	39 964	47 931	42 460	6,2%	2 496	88,6%
Contribution sociale de solidarité sur les bénéfices	7	0	15	-	8	-
Taxe d'habitation	10	14	10	0,0%	0	72,9%
Majorations	1 436	3 349	1 747	21,7%	311	52,2%
Taxe aérienne pour la solidarité et la promotion touristique	574	800	912	-	338	114,0%
Autres impôts directs	39	30	55	41,0%	16	185,8%
Impôts indirects	90 152	111 143	91 029	1,0%	877	81,9%
Taxe sur la valeur ajoutée (T.V.A)	64 163	79 330	64 945	1,2%	783	81,9%
(Intérieure)	18 370	25 113	21 435	16,7%	3 065	85,4%
(Importation)	45 793	54 217	43 510	-5,0%	-2 282	80,3%
Taxe intérieure de consommation (T.I.C)	25 989	31 813	26 084	0,4%	94	82,0%
(Tabacs)	10 111	12 500	10 457	3,4%	345	83,7%
(Produits énergétiques)	13 639	16 602	13 295	-2,5%	-344	80,1%
(Autres)	2 239	2 711	2 332	4,2%	93	86,0%
Droits de douane (D.D)	11 698	15 019	13 181	12,7%	1 484	87,8%
Enregistrement et timbre (D.E.T)	15 206	15 947	16 526	8,7%	1 320	103,6%
RECETTES NON FISCALES	36 561	54 148	34 037	-6,9%	-2 524	62,9%
- Recettes en provenance des établissements et entreprises publics	11 714	19 464	12 064	3,0%	350	62,0%
- Autres recettes	24 846	29 684	21 973	-11,6%	-2 874	74,0%
- Cession de participations de l'Etat	0	5 000	0	-	0	0,0%
Recettes de certains CST	3 026	3 300	3 350	10,7%	324	101,5%
Fonds de soutien des prix	305	600	334	9,5%	29	55,7%
Fonds spécial routier	2 721	2 700	3 016	10,8%	295	111,7%
RECETTES ORDINAIRES	248 979	312 721	254 054	2,0%	5 075	81,2%
RECETTES ORDINAIRES (Hors Cession de participations de l'Etat)	248 979	307 721	254 054	2,0%	5 075	82,6%